

par Jacqueline de Bruycker

Développement et lutte à la pauvreté

Tout commence par l'emploi décent

« Plus de 300 millions de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour. Il y a des hommes, des femmes, des enfants qui vivent et travaillent dans des conditions précaires, inhumaines, voire abjectes. Le fossé entre pays riches et pays pauvres n'a jamais été aussi profond. Fatalité ? Loi économique incontournable ? Non ! C'est le résultat de choix politiques conscients ».

C'est ce que, d'emblée, la coordonnatrice de Action Femme Travail à la Confédération mondiale du Travail (CMT), Kattia Paredes-Moreno, est venue livrer comme message aux délégués du 15^e congrès de la CSD. Elle a ainsi catégoriquement rejeté l'idée largement véhiculée par l'idéologie néolibérale que la mondialisation serait la voie du développement pour les pays les moins avancés et pour les pauvres des pays industrialisés.

Pour Mme Paredes-Moreno, la première condition à remplir pour freiner la pauvreté et favoriser le développement consiste à offrir, à chacun, la possibilité d'occuper un emploi décent.

Pour un emploi décent

La représentante de la CMT considère avec justesse que, partout dans le monde, l'emploi décent doit être librement choisi et exempt d'exploitation. Celui-ci doit permettre au travailleur, par une rémunération suffisante, de vivre dignement et non seulement de survivre.

Il doit aussi s'exercer dans des conditions respectueuses des droits des travailleurs et faire d'eux des acteurs de l'économie au service de l'humanité, plutôt qu'un simple facteur de production. « Le commerce ne doit pas être un objectif en soi, mais un instrument au service du bien-être généralisé », souligne Mme Paredes-Moreno.

La dignité des travailleurs passe aussi par la reconnaissance de la liberté syndicale, l'un des éléments clés de la démocratie. Cette liberté est indissociable du pluralisme syndical qui, tout en tendant vers une unité d'action, permet à chaque travailleur d'adhérer à une organisation qui exprime ses sensibilités.

Des pays étranglés

À l'échelle mondiale, la dette qui étrangle les 49 pays les moins avancés (PMA) – la plupart en Afrique – et la mauvaise gouvernance à tous les niveaux sont aussi des freins au développement. C'est pourquoi la CMT réclame, d'une part, l'annulation

totale de la dette des PMA et, d'autre part, la mise en place d'un nouveau mode d'organisation des institutions intergouvernementales dans lequel les organisations à vocation sociale – comme l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) – seraient écoutées et associées à la prise de décision, plutôt que d'être soumises aux accords de Bretton Woods ou à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Option solidarité

À la marchandisation, la CMT oppose la solidarité, une valeur qui ne semble pas faire partie de la vision des États-Unis où la loi du marché a préséance sur la justice sociale, la répartition équitable des richesses et la solidarité entre le Nord et le Sud. « La ZLÉA, qui a été forgée par les États-Unis, consacre la primauté du capital sur le travail. Cet accord continuera à transformer la vie et le monde en marchandise, à renvoyer le citoyen au simple rang de consommateur, à nier les droits humains et à saboter la démocratie. Sa logique tend à restreindre le rôle des États à créer des conditions favorisant la compétitivité des entreprises », explique Mme Paredes-Moreno.

« Le contexte de la mondialisation exige du mouvement syndical une vigilance constante. Il n'a pas d'autre alternative que celle de se réinventer, se renouveler et s'adapter aux changements afin de mener à bien sa mission. Nous devons aussi



Kattia Paredes-Moreno

mondialiser la solidarité et l'action. C'est dans cette perspective que l'affiliation de la CSD à la CMT prend tout son sens », renchérit-elle.

Les effets de la mondialisation se répercutent déjà à l'échelle des continents : la liberté syndicale est bafouée ou inexistante, l'économie informelle, « le secteur des sans voix et sans droits » draine de plus en plus d'emplois, l'insécurité d'emploi, la précarité et la pauvreté se généralisent, la migration de la main-d'œuvre, surtout féminine, est devenue un moyen de survie.

« Le défi est de définir le rôle du mouvement syndical international ainsi que la façon dont il sera porteur de changements en faveur des travailleurs », conclut Mme Paredes-Moreno. Cette question sera d'ailleurs débattue lors du prochain congrès de la CMT, qui aura lieu en octobre à Bucarest, sous le thème *Construire un monde solidaire : le mouvement des travailleurs du 21^e siècle*, et auquel la CSD participera. ☺